

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron  
Unité inter-départementale Tarn-Aveyron  
Cellule carrières – mines et après-mines  
Centre administratif - ZAC de Bourran – 9 rue de Bruxelles  
12000 Rodez

Rodez, le 06/06/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 30/04/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **Société Coopérative CADAC**

7 rue de Las Plagnes  
15250 Reilhac

Références : 12-CARMIN-2024-22  
Code AIOT : 0006803038

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/04/2024 dans l'établissement Société Coopérative CADAC implanté Les Crozes parcelles n° 553, 167, 169 pour partie et 170 pour partie 12600 Taussac. L'inspection a été annoncée le 18/04/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Société Coopérative CADAC
- Les Crozes parcelles n° 553, 167, 169 pour partie et 170 pour partie 12600 Taussac
- Code AIOT : 0006803038
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière à ciel ouvert de calcaire, sise au lieu dit "Les Crozes" commune de Taussac, est autorisée par arrêté préfectoral 2007-243-5 en date du 31 août 2007 pour une durée de 30 ans au bénéfice de la Société Coopérative CADAC ( Coopérative Agricole Départementale d'Amendements Calcaires).

La carrière fonctionne par campagne, la production moyenne autorisée est de 1 000 t/an pour un rythme maximal de 1 500 t/an.

La carrière n'était pas en activité le jour de la visite.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Aménagements préliminaires	Arrêté Préfectoral du 31/08/2007, article 10	Sans objet
2	Dispositions générales	Arrêté Préfectoral du 31/08/2007, article 2	Sans objet
3	Prevention des pollutions	Arrêté Préfectoral du 31/08/2007, article 25.3.2	Sans objet
4	Conduite de l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 31/08/2007, article 15.4	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite en date du 18/04/2023 faisait mention de plusieurs observations, notamment au niveau de la sécurité de la trémie d'alimentation de l'installation primaire réformée, et de la signalétique. Ces observations ont été prises en compte par l'exploitant, et observées par l'inspection des installations classées.

Il n'y a pas eu de production sur 2023. Par ailleurs, la carrière fait actuellement l'objet d'un projet comprenant une extension (3ha), une refonte du phasage, et une modification du tonnage d'extraction. Dans ce cadre, une étude d'impact a débuté au mars dernier.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Aménagements préliminaires

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/08/2007, article 10
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Affichage
<b>Prescription contrôlée :</b>  Avant le début de la poursuite de l'exploitation, l'exploitant est tenu de mettre en place à ses frais et sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents : son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté, l'ensemble des panneaux est maintenu en bon état.
<b>Constats :</b>  Le panneau d'identification de l'autorisation, a fait l'objet d'une observation pour manque de lisibilité lors de la visite en date du 18/04/2023. La visite d'inspection de ce jour, a permis de constater le renouvellement du panneau.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 2 : Dispositions générales

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/08/2007, article 2
--

<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations
<b>Prescription contrôlée :</b>  Cette activité relève des rubriques de la nomenclature suivante : - 2510 1. Exploitation de carrière à ciel ouvert de calcaire - 2515 1. Broyage, concassage
<b>Constats :</b>  La carrière n'a pas été exploitée sur l'année 2023. L'installation de traitement primaire est hors d'usage, et le convoyage des matériaux pour traitement sur un autre site (Cantal) s'avère trop onéreux. Le projet de porter à connaissance en cours, prévoit la présence sur site d'une unité mobile, l'actuelle installation (1976) hors d'usage sera démantelée. La précédente inspection (18/04/2023) faisait observer la dangerosité de la trémie d'alimentation de l'installation réformée (précitée) située en amont de plusieurs mètres de la rampe de broyage, et accessible pédestrement. L'exploitant a procédé à la mise en sécurité visuelle (rubalise) de la trémie et matérielle avec la pose d'une clôture rigide d'une hauteur de 2 mètres.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 3 : Prévention des pollutions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/08/2007, article 25.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux de ruissellement
<b>Prescription contrôlée :</b>  Eaux de ruissellement et eaux d'exhaure. Les eaux de ruissellement de la carrière sont drainées vers un bassin de rétention situé en fond de carrière, au Nord du site. Il n'y a pas de rejet d'eau autorisé vers l'extérieur [...].
<b>Constats :</b>  Les eaux de ruissellement de la carrière sont acheminées par un fossé de dérivation jusqu'au bassin de collecte situé en aval du site au Nord Ouest. Les eaux collectées sont très claires, le bassin est propre. Il est balisé, ceinturé d'une clôture rigide (prise en compte des observations inspection du 18/04/2023), et il n'y a pas de rejet vers l'extérieur. Le chemin d'accès qui mène au bassin via la RD 900 qui longe le site en aval est clôturé (prise en compte des observations inspection du 18/04/2023).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Conduite de l'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/08/2007, article 15.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Extraction - Phasage
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'extraction des matériaux sera au-dessus du niveau 764 m NGF.

<p>L'exploitation sera réalisée selon le plan de phasage figurant en annexe 2a à 2f.</p> <p>Toute modification de ce phasage devra faire l'objet d'une information motivée préalable auprès du Préfet.</p> <p>Le plan d'exploitation respecte notamment les points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'extraction des matériaux est réalisée en gradins,</li> <li>- la hauteur maximale de chacun des fronts est de 6 mètres maximum,</li> <li>- la largeur de la banquette séparant chaque gradin sera au minimum de 6 m.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'extraction est réalisée en gradins, les côtes sont respectées (plan topographique 2023).</p> <p>L'autorisation positionne l'exploitation en phase 4. Cependant, sans possibilité de traitement des matériaux sur l'année 2023, la campagne d'extraction n'a pas été réalisée, le plan le phasage est décalé.</p> <p>La production moyenne autorisée est de 1 000 t/an pour un rythme maximal de 1 500 t/an, l'exploitation fonctionnant par campagnes d'environ 2 semaines par an, ce rythme n'est jamais atteint.</p> <p>La prescription comme défini dans l'arrêté préfectoral d'autorisation n'est pas adaptée .</p> <p>Le projet de "porter à connaissance" en cours prévoit une refonte du phasage.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>